CES ENTREPRISES FORCÉES (OU NON) DE SOUTENIR HITLER

Par Laurence Espagnolle-Larour

Comment des firmes ont-elle favorisé l'ascension d'Adolf Hitler dès 1928? Pourquoi ont-elles travaillé avec le régime nazi? Voici les explications de trois spécialistes de cette période et le témoignage d'un ancien déporté français.

POURQUOI DES ENTREPRISES ONT TRAVAILLÉ AVEC LES NAZIS

1 **Quelles entreprises ont travaillé avec les nazis?** « Pas une grande entreprise allemande n'a pu échapper au travail avec les nazis », estime Hervé Joly, historien spécialiste des entreprises. Continental, spécialiste du caoutchouc, fabriquait les semelles de chaussures des soldats allemands et des masques à gaz. Le couturier Hugo Boss a conçu et fabriqué les uniformes militaires des SS et de l'armée allemande. L'actuel fabricant de pizzas Dr. Oetker leur fournissait des biscuits. Le groupe Allianz assurait le matériel des camps de concentration nazis. Krupp et Thyssen produisaient des chars et des canons. Le groupe chimique IG Farben (BASF, Bayer, Agfa…) fabriquait des explosifs, des médicaments testés sur des déportés et le Zyklon B, un pesticide modifié pour son utilisation dans les chambres à gaz. Audi, Opel, BMW, Mercedes-Benz ont produit des véhicules militaires. Des entreprises étrangères aussi ont fait des affaires avec le Reich. C&A (Pays-Bas) leur vendait du tissu pour l'armée, General Motors et Ford (États-Unis), du matériel militaire. La « branche » allemande de Coca-Cola a créé le Fanta pour les Jeunesses hitlériennes.

2 **Pourquoi certaines ont-elles aidé Adolf Hitler?** Certains chefs d'entreprise, comme Emil Kirdorf, l'un des plus gros producteurs allemands de charbon, et Fritz Thyssen, propriétaire d'aciéries, ont adhéré aux idées d'Hitler dès 1928. Ils ont financé le parti national-socialiste (NSDAP) – nazi en abrégé – et son ascension. « Ils partageaient le pangermanisme d'Hitler, sa vision d'une grande Allemagne, son projet d'annexion de la Lorraine, riche en minerai de fer », précise Dominique Barjot, professeur d'histoire économique. « Mais jusqu'en 1930, la majorité des chefs de grandes entreprises se méfiaient d'Hitler, perçu comme extrémiste et anticapitaliste », souligne l'historien allemand Mark Spoerer. Kirdorf, Thyssen et des banquiers comme Hjalmar Schacht, ancien président de la banque centrale, l'ont introduit dans les milieux économiques.

Thyssen l'a, par exemple, invité au Club de l'Industrie de Düsseldorf en janvier 1932 devant 300 chefs d'entreprise, surtout producteurs de charbon et d'acier. « En 1932, l'Allemagne subissait une crise économique (lire C'est quoi?) et politique violente, rappelle Mark Spoerer. Les partis extrémistes montaient. Il y avait des combats de rue entre communistes et nazis. Les industriels ne faisaient plus confiance au gouvernement. Hitler promettait de ramener la paix sociale en interdisant les syndicats et le parti communiste. »
En novembre 1932, le cercle Keppler, un groupe d'industriels nazis, a adressé une pétition au président Hindenburg réclamant Hitler au pouvoir. Le 30 janvier 1933, le chef du parti nazi, arrivé en tête des élections législatives en 1932, était légalement nommé chancelier par le président. Fin février, il convoquait les 24 plus grands industriels. « Hitler leur a promis de remettre de l'ordre dans le pays, eux se sont engagés à lui donner de l'argent. Leur financement n'a pas porté Hitler au pouvoir, mais il a consolidé l'essor du parti nazi en le légitimant », précise Hervé Joly. À partir de mars 1933, Hitler met en œuvre la Gleichschaltung (« mise au pas ») de l'Allemagne : limitation de la liberté de la presse, envoi des opposants dans le premier camp de concentration à Dachau, etc. En juillet, le parti nazi devient le seul autorisé. En août 1934, à la mort d'Hindenburg, les Allemands plébiscitent à 90 % le cumul des fonctions de chancelier et de président par Hitler.

3 **Qu'ont-elles gagné?** « D'abord, la paix sociale : fini les grèves, fini les communistes. Puis des commandes, avec la politique de relance de l'économie. Les grosses entreprises ont vu leur intérêt et ont joué le jeu », commente Hervé Joly. L'industrie auto doit beaucoup à Hitler. Il a fait construire la Volkswagen (« voiture du peuple »), première automobile bon marché conçue par Porsche. « Si vous fabriquiez des produits utiles aux nazis, vous pouviez vous faire beaucoup d'argent, résume Mark Spoerer. Certaines entreprises ont multiplié leur taille et leur profit par 10! » Dominique Barjot ajoute : « Des entreprises ont profité des nazis pour reprendre celles ayant appartenu à des Juifs spoliés. » À partir des années 1940, les firmes reconnues « indispensables à l'effort de guerre » ont bénéficié de travailleurs forcés sous-payés : des habitants de pays occupés envoyés en Allemagne pour travailler. Certaines ont exploité des déportés et fait bâtir des usines près ou dans des camps de concentration, comme Continental, Siemens, Krupp à Auschwitz, BMW près de Dachau…

Continental obligeait les déportés à marcher 40 km par jour avec leurs chaussures pour tester les semelles par tous les temps. Ceux qui tombaient de fatigue étaient abattus par les nazis. « IG Farben savait que sa main-d'œuvre n'avait que deux ou trois mois d'espérance de vie et exploitait brutalement les déportés », révèle Mark Spoerer. « Un chef d'entreprise recevant des commandes et de la main-d'œuvre moins chère peut-il dire "ce n'est pas moralement acceptable?", questionne Hervé Joly. S'il renonce à produire dans ces conditions, il perd le contrôle de son entreprise et d'autres accepteront. La logique économique est motivée par le profit, pas par la morale. » Paul Schaffer* avait 19 ans quand il a été transféré au camp de travail de Siemens, à Bobrek, en 1944. Après avoir perdu sa mère et sa sœur à Auschwitz, il s'est porté volontaire. « Je n'avais rien à perdre, j'allais mourir à Auschwitz. À Bobrek, nous avons eu droit à de la nourriture supplémentaire, double ration tous les jours, et à un manteau! Nous pouvions nous reposer parfois, nous étions mieux traités car nous étions une force de travail. Pourtant, nous étions dans un tel état qu'au bout de quatre mois seulement, la moitié des détenus du commando Siemens étaient morts. » Mais il ne gardait pas de rancune envers Siemens. « Ce serait injuste de faire un procès à ces entreprises. Les Allemands ont été fanatisés par un fou, Hitler. Tous les peuples peuvent être un jour détournés par un chef. Mais dans les démocraties, on choisit ce chef. On est donc coupable de le suivre. »

4 **Ont-elles été punies?** Les Alliés ont jugé les 24 principaux chefs nazis en 19451946 à Nuremberg. Mais seuls trois dirigeants de groupes industriels (Krupp, Flick et IG Farben) ont été condamnés à des peines de 7 à 12 ans de prison et à la vente de leur groupe. « Pour les Américains, responsables de ces procès, il y avait un lien entre cartellisation (lire C'est quoi?) et totalitarisme. Les démanteler et rétablir la concurrence, c'était favoriser la démocratie », explique Dominique Barjot. « Ces dirigeants ont été remis en liberté après un maximum de trois ans, précise Hervé Joly. La vente de leurs entreprises, devenues moins profitables, leur a été bénéfique. Ils ont pu réinvestir dans des activités plus modernes. Flick, propriétaire d'aciéries, a fait une bonne affaire en rachetant Mercedes, par exemple. » « Puis le contexte de la guerre froide a accéléré le retour à la normale de l'économie allemande, rappelle Dominique Barjot.
Le patronat ouest-allemand a été lavé de ses errements car la bonne santé de leurs entreprises étaient un rempart contre le communisme. »

5 Quelle est leur image aujourd'hui? « Il n'y a jamais eu de boycott de ces marques. Jusqu'aux années 1980, personne ne s'intéressait à ça dans le pays », affirme Mark Spoerer. Mais avec l'émergence d'une nouvelle génération d'Allemands, celle des petits-enfants ne portant aucune culpabilité dans le nazisme, et la chute du mur de Berlin, des questions ont émergé. De grandes familles d'industriels comme les Quandt et des entreprises (Dr. Oetker, Hugo Boss, Continental…) ont fait appel à des historiens pour clarifier leur passé. Une fondation a été créée en 2000 et dotée de 5 milliards d'euros pour indemniser les travailleurs forcés, les déportés exploités et leurs survivants.
*Interviewé en novembre 2019. Paul Schaffer est mort le 6 août.

La crise allemande des années 1930

Après la crise de 1929 aux États-Unis, les Américains ont rapatrié leurs capitaux placés à l'étranger. L'économie allemande, très dépendante de cet argent, s'effondre. De nombreuses banques et entreprises ferment. Le prix des produits augmente (= inflation).
Les exportations et la production industrielle chutent de 30 %.
Le chômage explose : 6 millions de personnes sont sans travail.
Le gouvernement Brüning augmente les impôts et baisse les salaires des fonctionnaires et les aides sociales. Les économies des Allemands fondent et il n'existe pas de régime de retraite ou d'assurance contre le chômage. La misère se répand.

Le programme économique nazi

Pour relancer l'économie, Hitler propose de lancer une politique de commandes d'État, avec de grands travaux (construction de routes, d'autoroutes…). Il prévoit de développer l'industrie automobile, encore un objet de luxe, et de réarmer le pays. Selon lui, ces grandes commandes résorberont le chômage. Hitler veut aussi réduire les importations en faisant inventer par les industriels des produits de synthèse en remplacement du pétrole, du caoutchouc…

La cartellisation

En juillet 1933, le gouvernement nazi force les entreprises à appartenir à un cartel (= regroupement d'entreprises d'une même branche, juridiquement et financièrement autonomes). But : limiter la concurrence entre elles et maximiser la production, notamment

d’armes. Ces cartels sont contrôlés par le gouvernement nazi, fixant les objectifs de production, mais dirigés par les chefs des grandes entreprises (Krupp, Quandt, IG Farben).

PAR BRIDOULOT LES FAITS L’ENTREPRISE ALLEMANDE CONTINENTAL, 2E ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE MONDIAL, VIENT DE RÉVÉLER SON PASSÉ AVEC LES NAZIS. Mots clés

Banque centrale« Banque des banques ».

Capital(Ici) Somme d’argent prêté et rapportant un intérêt.

CapitalistePartisan d’une économie privilégiant la liberté de gagner du capital (= richesse).

CommunistePartisan d’un État fort visant surtout l’égalité entre les gens.

PangermanismeVolonté de regrouper tous les peuples germaniques dans un même pays.

SpolierDéposséder de quelque chose.

Syndicat(Ici) Groupe représentant des employés pour les défendre.